

C.P.N. - 11-12 MAI 68

RESOLUTION

LE PSU DANS LES LUTTES UNIVERSITAIRES

Dix ans après le coup de force du 13 mai 1958, le régime gaulliste montre sa véritable nature : après avoir détruit toute possibilité de débat démocratique sur les problèmes essentiels à la vie du pays, il ne fait face aux expressions d'une crise aggravée et généralisée par cet autoritarisme, que par l'usage de la force.

Face aux paysans, face aux mineurs) face aux métallos, face aux jeunes travailleurs touchés par la crise de l'emploi, l'Etat répond de plus en plus par la répression. Devant les étudiants, étant absolument incapable de répondre, il a déchaîné sa police, utilisé des gaz de combat et tout un arsenal de guerre civile ; il a poussé à des procédures expéditives pour s'assurer de sanctions judiciaires plus lourdes et plus nombreuses.

Cette répression aboutit à établir un rempart policier autour d'une institution universitaire dont on s'accorde de plus en plus souvent à dire qu'elle ne correspond ni dans ses méthodes, ni dans son contenu, ni dans ses finalités au rôle qu'elle pourrait jouer. Plus personne ne peut faire confiance au gouvernement gaulliste dans ses intentions proclamées de changement, quand on voit la façon dont il entend établir le dialogue par l'affirmation d'une autorité absolue au service de l'université bourgeoise. Ce sont les étudiants eux-mêmes qui ont posé les questions essentielles ; c'est avec eux et dans les conditions qu'ils ont créées qu'il conviendra désormais d'y répondre.

Ces questions sont

- le droit au débat politique et syndical dans l'université ;
- la transformation du contenu de l'enseignement pour faire cesser la pression sociale actuelle, permettre à

chaque étudiant de jouer un rôle positif dans l'évolution d'une société développée, mettre en cause les fondements d'une société de consommation qui ne peut s'inspirer, dans les conditions actuelles, que du modèle américain ;

— la place de l'enseignement supérieur par rapport à un système de production qui repose sur l'exploitation capitaliste : l'université doit servir à la mise en cause de ce système qui s'appuie sur des procédés d'intégration et de répression dont les examens, dans l'enseignement même, sont à la fois l'instrument et le symbole.

Les mécanismes de l'université libérale et technocratique se trouvent aujourd'hui bloqués : démissions de professeurs, grève des examens, occupation des locaux, débats à l'intérieur ou à l'extérieur des facultés ou des grandes écoles pour critiquer les cours ou créer de nouveaux types d'échanges entre professeurs et étudiants. Dans de telles conditions, il n'est plus possible d'en revenir à la situation antérieure. Ce mouvement qui se développe dans d'autres pays européens ne peut que grandir en France il est essentiel qu'il se développe encore.

Le P.S.U. engage donc l'ensemble de ceux qui comprennent l'enjeu de la lutte étudiante à trouver les formes les plus concrètes pour manifester leur appui

— en empêchant toute tentative de récupération) partisane qui empêcherait de donner au mouvement étudiant sa pleine signification politique ;

— en développant des comités de soutien à l'UNEF., principale force de rassemblement et de représentation des étudiants : solidarité financière, diffusion des

mots d'ordre, appel aux manifestations, etc. Ces comités doivent se développer à tous les niveaux, dans les écoles, les lycées, mais aussi dans les quartiers et sur les différents lieux de travail ;

— en faisant déboucher les manifestations liées à la grève générale du 13 mai 1968 sur une semaine d'action pour le soutien des luttes étudiantes ;

— en associant à ces luttes les organisations de jeunes et, particulièrement, celles qui réunissent les jeunes travailleurs.

Il est essentiel que ces luttes soient reliées étroitement au combat que mène l'ensemble des travailleurs pour la mise en cause du système :

- dans l'entreprise, soumise à l'autorité patronale,
- dans leur emploi, entièrement dépendant des mécanismes de réalisation du profit capitaliste,
- dans leur vie familiale, en tant que parents condamnés à voir leurs enfants enfermés dans des mécanismes qui les élimineront au profit des fils de la bourgeoisie,
- dans leur vie entière, soumise aux pressions d'une «société de consommation» dont justement les étudiants contestent à la fois les formes culturelles et économiques.

Dans cette perspective, le P.S.U. appelle l'ensemble de ses militants et toutes les forces socialistes à répondre massivement le 13 mai 1968 à l'appel des syndicats, pour donner toute son ampleur à un mouvement qui ne doit pas se limiter à la seule protestation contre la répression policière, mais doit déboucher sur une large prise de conscience des problèmes politiques et sociaux qui sont mis en évidence par la lutte des étudiants.